

Groupe de travail du 13 janvier 2009

Bilan des SIP préfigurés

Un dialogue de sourd qui se poursuit !

Lors du groupe de travail de ce matin sur le bilan des SIP préfigurés, la CGT a interpellé une nouvelle fois la DG sur les graves conséquences qu'elle rencontrerait à poursuivre une réforme dont tout concourt à ce qu'elle aille dans le mur. Les sujets majeurs que sont l'emploi et l'organisation concrète du travail dans les services, et donc le calendrier de mise en œuvre de la réforme restent évacués et tabous.

La CGT avait demandé un bilan des SIP préfigurés. La DG a certes présenté ce bilan qu'elle juge « transparent » et où quelques sujets de difficultés mineurs sont pointés. Mais elle n'en tire aucune conséquence concrète, ni sur le fond (conséquences pour la réception du public, pour les conditions de travail des agents, ...), ni sur la forme.

Pour la DG, tout va bien et son calendrier effréné se poursuit comme annoncé. Elle persiste dans son aveuglement, alors que toutes les remontées des SIP et de tous les autres services montrent que ça ne fonctionne pas, que les charges de travail sont déjà trop lourdes partout, que les « renforts » censés aider les mises en place de SIP amputeront les moyens des autres structures et missions.

Ce groupe de travail a prouvé, si besoin était, que l'administration persistait dans son refus d'engager un vrai débat contradictoire où analyses et remontées des agents seraient prises en compte.

Il ne faut pas compter sur la CGT pour poursuivre dans de telles conditions ! En conséquence, la CGT, comme les autres organisations syndicales, a suspendu sa participation.

Elle renouvellera ses exigences dès le groupe de travail de demain devant le DG, P. PARINI, dont la présence a été annoncée tout récemment.

Pour la CGT, le contexte a changé : la crise est là et appelle des changements de politiques à tout niveau, y compris sur la réforme de l'Etat. Dans l'appel de toutes les organisations syndicales pour la journée d'action du 29 janvier, la réforme de l'Etat fait partie de la plate-forme revendicative.

L'attitude de la DGFIP, administration au cœur de l'Etat, démontre l'absolue nécessité d'une très forte mobilisation des personnels pour gagner sur les revendications. Dans la préparation du 29 janvier et de ses suites, la CGT mettra toutes ses forces pour la réussite de cet objectif !

Montreuil, le 13 janvier 2009